

A collage of blue and white icons representing various sectors: finance (dollar signs, money bag, calendar), healthcare (plus sign, handshake), education (graduation cap), business (handshake, bar chart, line graph), and environment (globe).

Printemps 2024

À propos du présent document

Établi en vertu de la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière, le Bureau de la responsabilité financière (BRF) a pour mandat de fournir une analyse indépendante de la situation financière de la province, des tendances de l'économie provinciale et de toute autre question d'intérêt pour l'Assemblée législative de l'Ontario.

Le présent rapport a été préparé par : Jay Park, Nicolas Rhodes, Yefei Zhang, Andy Zhu et Matthew Stephenson, sous la supervision de Paul Lewis, Edward Crummey, Luan Ngo et Matthew Gurnham. Michelle Gordon, Ava Rahbari, Salma Ahmed, Anna Hardie et Shixiang Geng ont apporté leur contribution à ce rapport.

Le contenu de ce rapport est fondé sur les données disponibles au 19 avril 2024. Les données relatives contextuelles utilisées dans le présent rapport sont disponibles sur demande.

Conformément au mandat du BRF visant à fournir à l'Assemblée législative de l'Ontario une analyse économique et financière indépendante, ce rapport ne fait aucune recommandation.



BRF

Bureau de la responsabilité
financière de l'Ontario



Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario
2, rue Bloor Ouest, bureau 900, Toronto (Ontario) M4W 3E2 | fao-on.org | info@fao-on.org | 416-644-0702
Ce document est également disponible en format accessible et peut être téléchargé au format PDF depuis notre site Web.

ISSN 2561-6412

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2024

Table des matières

1. Résumé	1
2. Perspectives économiques	3
3. Perspectives pour le budget et la dette	7
4. Perspectives de revenus	10
5. Perspectives de dépenses	13
6. Risques touchant les perspectives économiques et financières	17
7. Annexe	20

1. Résumé

Le rapport intitulé Perspectives économiques et budgétaires présente les projections du BRF relatives à l'économie et aux finances du gouvernement de l'Ontario (la province) pour la période allant de 2023-2024 à 2028-2029. Ce rapport compare également les perspectives du BRF au plan gouvernemental présenté dans le budget 2023 de l'Ontario pour la période allant de 2023-2024 à 2026-2027. Les projections du BRF relatives aux revenus et aux dépenses s'appuient sur les politiques actuelles et annoncées du gouvernement.

La croissance économique de l'Ontario devrait se maintenir à un niveau faible en 2024

La croissance du PIB réel de l'Ontario a nettement ralenti pour atteindre 1,2 % en 2023 et devrait rester faible à 1,1 % en 2024, reflétant ainsi l'incidence persistante des forts taux d'intérêt sur les dépenses des ménages et sur les investissements des entreprises. Avec la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt au cours de la période visée par les perspectives, la croissance du PIB réel de l'Ontario devrait s'améliorer pour atteindre 2,0 % en 2025 et 2,1 % en moyenne de 2026 à 2028.

Le BRF prévoit plusieurs années de déficits budgétaires avant un retour à l'équilibre en 2028-2029

Après un déficit budgétaire de 5,9 milliards de dollars en 2022-2023, le BRF prévoit que le déficit budgétaire de l'Ontario devrait s'améliorer temporairement et se stabiliser à 0,9 milliard de dollars en 2023-2024, ce qui est inférieur au déficit de 3,0 milliards de dollars prévus par le gouvernement dans son budget 2024. Le BRF prévoit une augmentation du déficit budgétaire à 6,4 milliards de dollars en 2024-2025, puis une amélioration progressive au cours de la période visée par les perspectives pour atteindre un excédent de 1,8 milliard de dollars en 2028-2029, soit deux ans plus tard que la prévision du gouvernement pour un excédent budgétaire.

La croissance des revenus devrait ralentir après de forts gains pendant la pandémie

Le BRF prévoit que la croissance des revenus sera en moyenne de 3,8 % par an entre 2022-2023 et 2028-2029, soit une croissance plus faible que les 7,3 % de croissance annuelle moyenne enregistrée pendant la pandémie de COVID-19. Le BRF prévoit 1,0 milliard de dollars de revenus en moins en 2023-2024 par rapport à la projection du gouvernement et 3,9 milliards de dollars de moins d'ici 2026-2027, reflétant les perspectives moins optimistes du BRF concernant l'impôt sur les sociétés.

Le BRF prévoit un ralentissement de la croissance des dépenses au cours de la période visée par les perspectives

Le BRF prévoit un taux de croissance annuel moyen des dépenses de 3,1 % entre 2022-2023 et 2028-2029, ce qui est plus faible que le taux de croissance annuel moyen de 5,6 % enregistré au cours des six années précédentes, soit entre 2016-2017 et 2022-2023. Le plan de dépenses total du gouvernement présenté dans le budget de l'Ontario 2024 est similaire à la projection du BRF, avec la différence la plus importante portant sur 2023-2024, période pour laquelle les prévisions de dépenses du gouvernement sont supérieures de 3,0 milliards de dollars à la projection du BRF.

Les indicateurs de viabilité financière devraient se maintenir sous le niveau des objectifs du gouvernement

Le BRF prévoit que la charge de la dette de la province, mesurée par le ratio dette nette-PIB, restera stable autour de 38 %, avant de baisser pour atteindre 36,6 % en 2028-2029, avec une croissance du PIB plus rapide que l'augmentation de la dette nette. Le ratio de l'intérêt sur la dette par rapport aux revenus, qui constitue un indicateur de la flexibilité budgétaire, devrait augmenter de 6,4 % en 2022-2023 puis passer à 7,0 % en 2026-2027, avant de baisser légèrement pour atteindre 6,7 % en 2028-2029. Ces deux indicateurs de viabilité financière devraient se maintenir sous le niveau des objectifs fixés par le gouvernement dans le budget de l'Ontario 2024, qui est de 40,0 % pour le ratio dette nette-PIB et de 7,5 % pour le ratio de l'intérêt sur la dette par rapport aux revenus.

Risques touchant les perspectives économiques et budgétaires

La croissance économique et des revenus de l'Ontario pourrait être affectée négativement par les risques géopolitiques actuels, ou si l'inflation et les taux d'intérêt restent élevés plus longtemps qu'anticipé. Bien que le BRF ait intégré la prévision d'une croissance plus faible de la population dans ses projections en se basant sur l'annonce par le gouvernement fédéral de limites sur le nombre de résidents temporaires pour les trois prochaines années, l'incidence potentielle de cette mesure sur l'économie de l'Ontario dépend des objectifs finaux du gouvernement fédéral et de sa manière de mettre en œuvre cette mesure.

Les perspectives du BRF n'incluent pas le coût estimé de certaines dépenses annoncées récemment, notamment le Fonds ontarien pour la construction; le transfert à la province de l'autoroute Gardiner, de l'autoroute Don Valley et de la route Ottawa Road 174; l'aide provinciale à Honda pour la construction de nouvelles usines de production de véhicules électriques et de batteries. Par ailleurs, le BRF pourrait revoir ses estimations concernant l'impact financier de plusieurs annonces récentes du gouvernement fédéral (par ex., l'imposition des gains en capital, les bourses d'études canadiennes et la Prestation canadienne d'invalidité) sur les perspectives de dépenses et de revenus de la province à mesure que des informations supplémentaires deviennent disponibles.

2. Perspectives économiques

La croissance économique mondiale reste modérée

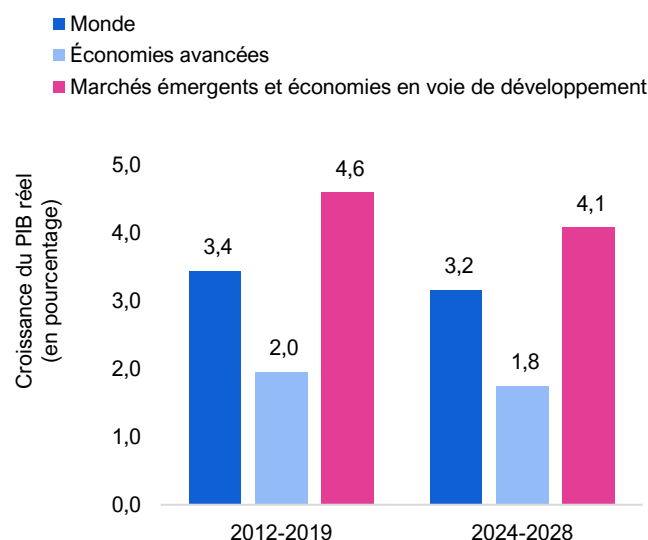
Après le ralentissement de la croissance économique mondiale qui est passée de 3,5 % en 2022 à 3,2 % en 2023, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance stable à 3,2 % en 2024 et en 2025, avec une inflation qui continue de baisser et en l'absence d'un ralentissement de l'activité économique¹. La croissance des marchés émergents et des économies en développement devrait se stabiliser à 4,2 % en 2024 et en 2025, soit un léger ralentissement par rapport à la croissance de 4,3 % observée en 2023, la production des plus grandes économies d'Asie et en d'Amérique latine devant ralentir. La croissance des économies avancées devrait croître légèrement, passant de 1,6 % en 2023 à 1,7 % en 2024, grâce à la vigueur de l'économie américaine.

Les risques pour les perspectives économiques mondiales à court terme restent largement inchangés par rapport aux projections du FMI datant de janvier 2024. La volatilité des prix des produits de base pourrait inverser les progrès actuels en matière de ralentissement de l'inflation et retarder les plans des banques centrales visant à abaisser les taux d'intérêt directeurs. La croissance du commerce mondial reste modérée, compliquée par les tensions géopolitiques, les perturbations périodiques du transport maritime et les phénomènes météorologiques extrêmes.

À moyen terme, la croissance économique mondiale devrait s'établir en moyenne à 3,2 %, soit un niveau inférieur à la situation d'avant la pandémie. La modération de la croissance devrait être généralisée dans la plupart des économies avancées, des marchés émergents et des économies en développement, reflétant une faible croissance de la production et l'intensification de la fragmentation géopolitique.

Figure 2.1

La croissance économique mondiale devrait ralentir par rapport à la période pré-pandémique



Source : Fonds monétaire international.

Les États-Unis, le plus important partenaire commercial de l'Ontario, devraient enregistrer une croissance économique de 2,7 % en 2024, après un gain de 2,5 % en 2023, soit une révision à la hausse considérable² qui reflète une immigration plus élevée que prévu, des créations d'emploi continues, de fortes dépenses publiques et une forte croissance des salaires. Cependant, l'inflation américaine a également été plus forte que prévu au début de 2024, ce qui soulève la possibilité que la Réserve fédérale maintienne des taux d'intérêt plus élevés plus longtemps que prévu. La croissance économique des États-Unis devrait ralentir pour atteindre 1,9 % en 2025 en raison de la modération de la croissance des revenus du travail et des dépenses publiques.

¹ Perspectives de l'économie mondiale, Fonds monétaire international, avril 2024.

² Dans ses Perspectives de l'économie mondiale de janvier 2024, le Fonds monétaire international prévoyait une croissance du PIB réel des États-Unis de 2,1 % en 2024. La Banque du Canada a également révisé à la hausse ses perspectives pour la croissance du PIB réel des États-Unis en 2024, pour la faire passer de 1,7 % dans son Rapport sur la politique monétaire de janvier 2024 à 2,7 % dans ce même rapport d'avril 2024.

Perspectives pour l'Ontario : l'inflation et la croissance économique devraient ralentir

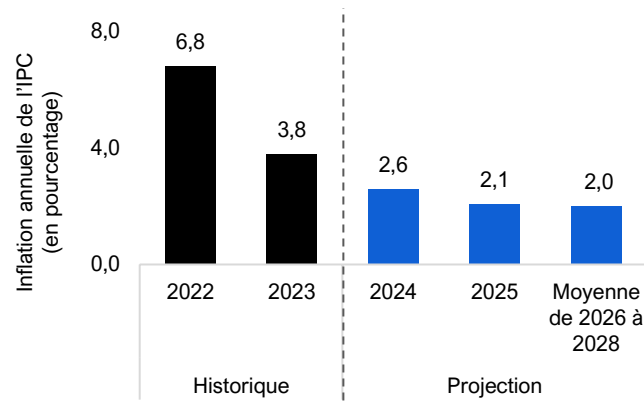
Le taux d'inflation de l'Ontario³ a poursuivi sa baisse au début de 2024, chutant de 3,4 % en décembre 2023 pour atteindre 2,6 % en mars 2024. L'inflation des prix dans l'alimentation, qui était la composante de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario dont la croissance était la plus rapide en 2023⁴, a baissé de 4,1 % en décembre 2023 pour atteindre 2,3 % en mars 2024, tombant ainsi sous le taux de l'inflation globale pour la première fois depuis novembre 2021. Cependant, l'inflation des prix des logements est restée élevée à 5,5 % en mars 2024 sous l'effet des coûts élevés des intérêts hypothécaires et des prix des loyers.

Le taux d'inflation annuel moyen de l'Ontario devrait rester supérieur aux moyennes historiques⁵ en 2024, soit 2,6 %, avant de baisser pour atteindre une moyenne de 2 % au cours du reste de la période de projection, la baisse des taux d'intérêt contribuant à réduire le coût des intérêts hypothécaires et l'inflation des prix diminuant pour la plupart des composantes de l'IPC.

Depuis sa dernière augmentation en juillet 2023, la Banque du Canada a maintenu son taux d'intérêt directeur à 5,00 %. Les attentes des consommateurs et des entreprises en matière d'inflation se modèrent⁶, mais la Banque prévoit que l'inflation de l'IPC au Canada restera proche de 3 % à court terme, en raison de la hausse des prix du pétrole et de l'inflation des prix du logement qui reste élevée⁷. La plupart des acteurs du marché financier prévoient que la Banque commencera à baisser son taux d'intérêt directeur à la mi-2024⁸.

Figure 2.2

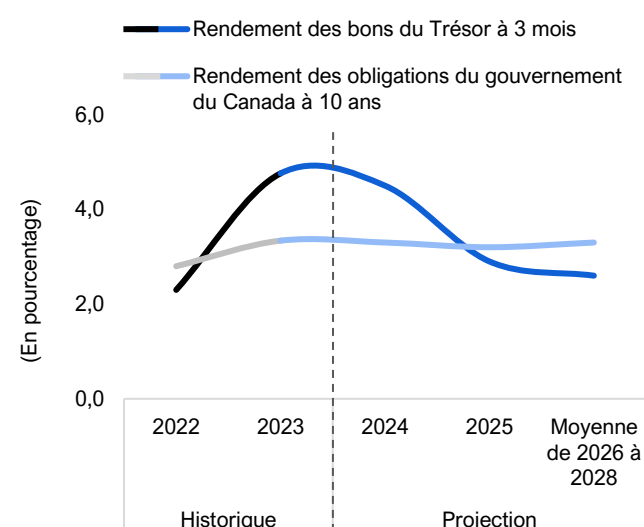
Le taux d'inflation de l'Ontario devrait ralentir au cours des deux prochaines années



Source : Statistique Canada et BRF.

Figure 2.3

Les taux d'intérêt à court terme devraient rester élevés en 2024



Source : Statistique Canada et BRF.

³ Le taux d'inflation est mesuré selon la variation du pourcentage d'une année sur l'autre dans l'indice des prix à la consommation de l'Ontario.

⁴ L'inflation moyenne des prix des denrées alimentaires en Ontario était de 7,1 % en 2023, soit le taux le plus élevé de l'ensemble des composantes de l'IPC.

⁵ Depuis que la Banque du Canada a commencé à lutter contre l'inflation en 1991, le taux d'inflation annuel de l'IPC en Ontario a été en moyenne de 2,1 %.

⁶ [Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada – Premier trimestre de 2024](#), Banque du Canada, avril 2024; [Enquête sur les perspectives des entreprises – Premier trimestre de 2024](#), Banque du Canada, avril 2024.

⁷ [Rapport sur la politique monétaire](#), Banque du Canada, avril 2024.

⁸ [Enquête auprès des participants au marché – Premier trimestre de 2024](#), Banque du Canada, avril 2024.

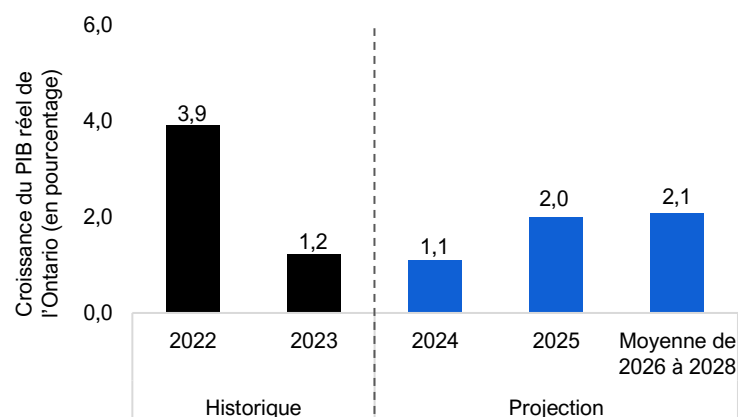
Comme la plupart des économistes du secteur privé, le BRF prévoit que les taux d'intérêt à court terme auront tendance à baisser en 2024, mais resteront plus élevés que les taux à long terme. À mesure que l'inflation se rapprochera de l'objectif de 2 % en 2025 fixé par la Banque, les taux d'intérêt à court terme devraient tomber sous les taux à long terme.

Le PIB réel de l'Ontario devrait continuer à croître à un rythme plus lent en 2024

Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 1,2 % en 2023, ce qui est nettement inférieur à l'augmentation de 3,9 % enregistrée en 2022. Ce ralentissement est dû en grande partie à la modération des dépenses des ménages, qui passent d'une croissance record de 7,1 % en 2022 à 1,8 % en 2023 sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt. Les coûts d'emprunt élevés ont également découragé les mises en chantier et les reventes de logements, et incité les entreprises à réduire leurs plans d'investissement. En conséquence, l'investissement résidentiel (- 7,9 %) et l'investissement des entreprises dans les machines et les équipements (- 13,3 %) ont tous deux diminué en 2023.

Figure 2.4

La croissance du PIB réel de l'Ontario devrait rester lente en 2024



Source : Comptes publics de l'Ontario et BRF.

La croissance économique de l'Ontario devrait légèrement ralentir pour atteindre 1,1 % en 2024, reflétant ainsi l'incidence persistante des forts taux d'intérêt sur les dépenses des ménages et sur les investissements des entreprises. L'activité commerciale de l'Ontario devrait également ralentir en 2024, après un bond de 9,1 % des exportations internationales réelles en 2023, soit la plus forte progression depuis 2010.

Avec la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt au cours de la période visée par les perspectives, la croissance du PIB réel de l'Ontario devrait s'améliorer pour atteindre 2,0 % en 2025 et 2,1 % en moyenne sur la période 2026 à 2028. L'investissement résidentiel devrait rebondir au cours des deux prochaines années, la baisse des taux d'intérêt et les plans gouvernementaux⁹ encourageant les ventes de logements et l'activité de construction, tandis que la croissance continue de la population et la résistance des dépenses de consommation aux États-Unis devraient soutenir les exportations de l'Ontario. Cependant, un certain nombre de risques de dégradation des perspectives pourraient entraîner un ralentissement de la croissance économique (voir le chapitre 6).

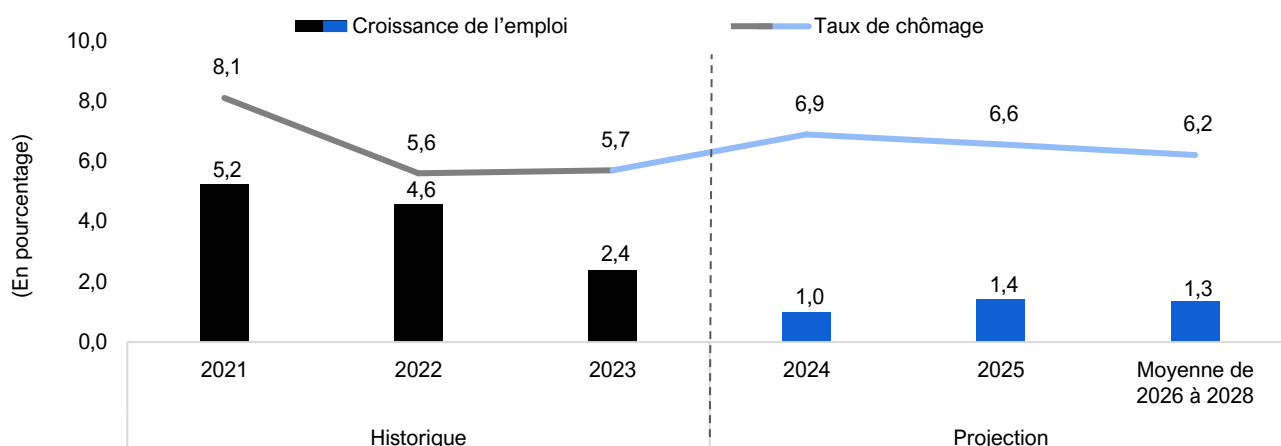
⁹ Des exemples de plans gouvernementaux annoncés récemment et présentés dans le [budget 2024](#) du gouvernement fédéral incluent un amortissement hypothécaire sur 30 ans pour les primo-accédants à la propriété qui achètent une maison nouvellement construite, des limites supérieures pour les retraits des régimes enregistrés d'épargne-retraite dans le cadre du Régime d'accès à la propriété et un financement en hausse pour le Programme de prêts pour la construction d'appartements, le Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement et le Fonds pour accélérer la construction de logements.

Le marché de l'emploi en Ontario devrait encore se contracter en 2024

Après une hausse du marché de l'emploi de 2,4 % en 2023, l'Ontario devrait enregistrer un ralentissement de la création d'emplois de 1,0 % en 2024 en raison de la faible croissance de l'économie de la province. Le taux de chômage annuel devrait passer de 5,7 % en 2023 à 6,9 % en 2024, le nombre de personnes entrant sur le marché du travail augmentant plus rapidement que l'emploi. Le taux de chômage devrait ensuite diminuer progressivement jusqu'à la fin de la période de perspectives et s'établir en moyenne à 6,2 % entre 2026 et 2028 grâce à la reprise de la croissance économique.

Figure 2.5

Le taux de chômage devrait augmenter en 2024



Source : Statistique Canada et BRF.

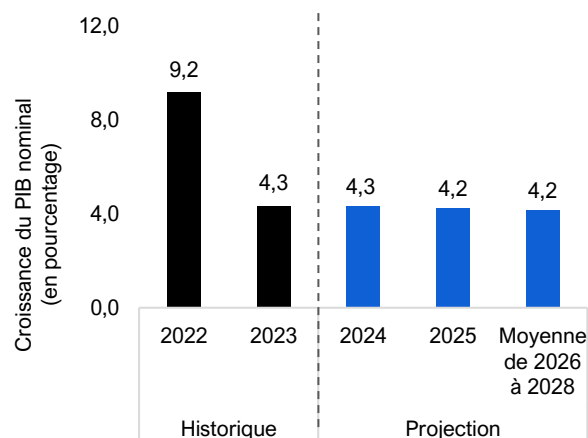
La croissance du PIB nominal de l'Ontario devrait rester stable

Le PIB nominal de l'Ontario, qui fournit une mesure générale de l'assiette fiscale, a augmenté de 4,3 % en 2023, soit moins de la moitié du niveau de croissance de 9,2 % enregistré en 2022. La croissance des revenus du travail en 2023 a été de 6,5 %, les salaires horaires moyens ayant augmenté plus rapidement que l'inflation¹⁰, tandis que les bénéfices des entreprises ont diminué de 13,7 %, soit la plus forte baisse annuelle depuis 2009.

Le PIB nominal devrait atteindre 4,3 % en 2024, tandis que le marché du travail s'assouplit, diminuant ainsi la pression sur les salaires, et que les bénéfices des entreprises se redressent. Au cours de la période 2026-2028, la croissance du PIB nominal devrait être en moyenne de 4,2 % par an, soutenue par une hausse modérée de l'emploi et des taux d'intérêt plus faibles.

Figure 2.6

La croissance du PIB nominal de l'Ontario devrait maintenir son rythme au cours de la période visée par les perspectives



Source : Comptes publics de l'Ontario et BRF.

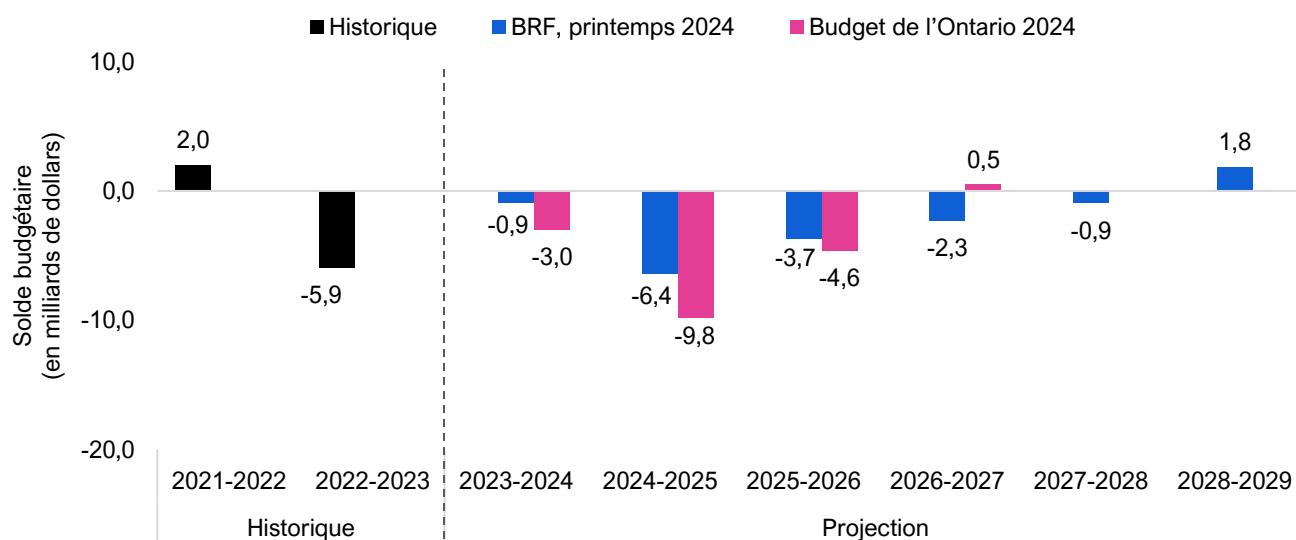
¹⁰ Après deux ans de croissance des salaires inférieure à l'inflation, le salaire horaire moyen des Ontariennes et des Ontariens a augmenté de 5,1 % en 2023, soit plus que les 3,8 % du taux d'inflation annuel moyen de l'indice des prix à la consommation. La croissance du salaire horaire moyen a dépassé l'inflation pour la plupart des principaux groupes de travailleurs et dans la plupart des secteurs industriels et des groupes professionnels. Pour de plus amples détails, consultez le rapport du BRF sur [Le marché du travail de l'Ontario en 2023](#).

3. Perspectives pour le budget et la dette

Projection budgétaire du BRF

Après un déficit budgétaire de 5,9 milliards de dollars en 2022-2023, le BRF prévoit que le déficit budgétaire de l'Ontario devrait s'améliorer temporairement et se stabiliser à 0,9 milliard de dollars en 2023-2024, avant de repasser à 6,4 milliards de dollars en 2024-2025. Au-delà de 2024-2025, les perspectives budgétaires devraient s'améliorer à mesure que les recettes augmentent plus vite que les dépenses dans le cadre des politiques gouvernementales actuelles et des annonces de politiques nouvelles. Le BRF prévoit que la province enregistrera un excédent budgétaire de 1,8 milliard de dollars en 2028-2029, deux ans plus tard que ne le prévoit le plan du gouvernement dans le budget de l'Ontario 2024.

Figure 3.1
Le BRF prévoit des déficits budgétaires jusqu'en 2028-2029



Source : Comptes publics de l'Ontario, budget de l'Ontario 2024 et BRF.

La prévision de déficit budgétaire 2023-2024 du BRF de 0,9 milliard de dollars est inférieure à celle du gouvernement, qui est de 3,0 milliards de dollars dans le budget de l'Ontario 2024. Ce déficit inférieur de 2,1 milliards de dollars prévu par le BRF pour 2023-2024 se ventile comme suit :

- 1,0 milliard de dollars de moins en recettes prévues;
- 3,0 milliards de dollars de moins en dépenses prévues.

D'ici 2026-2027, soit la dernière année des projections dans le budget 2024 de l'Ontario, le gouvernement prévoit un excédent budgétaire de 0,5 milliard de dollars. De son côté, le BRF prévoit que l'Ontario enregistrera un déficit de 2,3 milliards de dollars. Ce déficit supérieur de 2,8 milliards de dollars prévu par le BRF pour 2026-2027 se ventile comme suit :

- 3,9 milliards de dollars de baisse des recettes prévues;
- 0,8 milliard de dollars de plus en dépenses prévues;
- l'exclusion de la réserve budgétaire de 2,0 milliards de dollars du gouvernement.

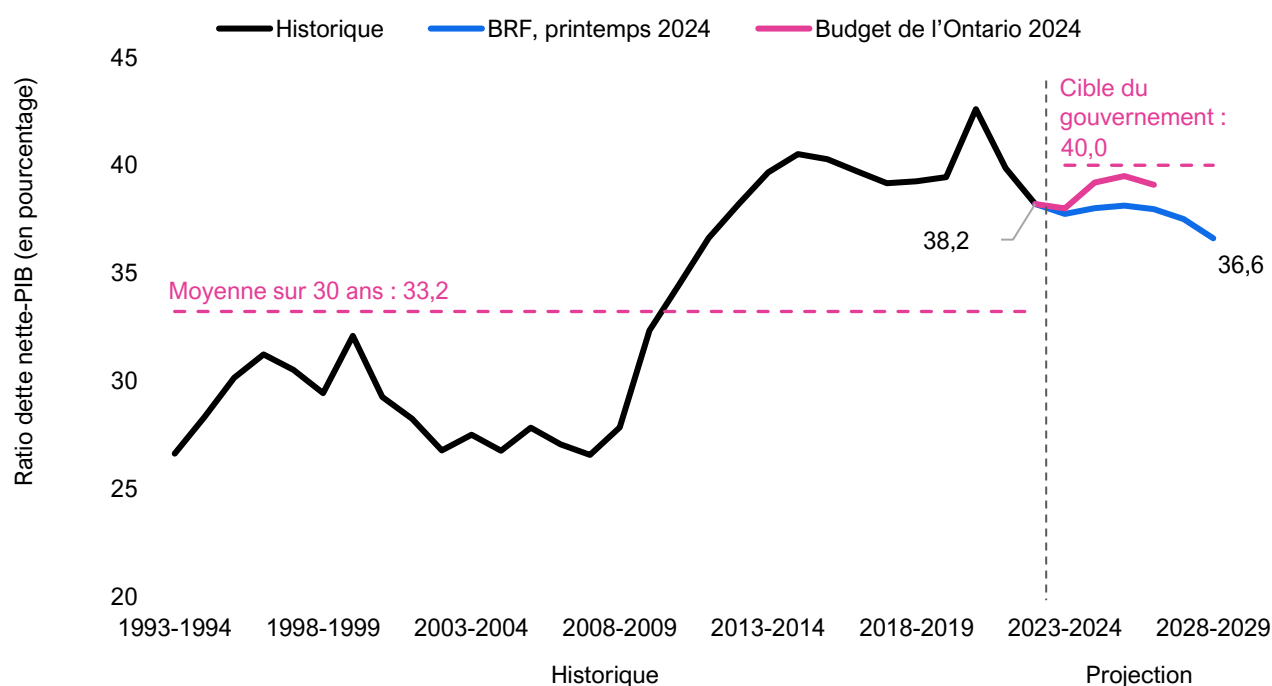
Les perspectives budgétaires du BRF sont basées sur les politiques actuelles et les annonces du gouvernement. Si le gouvernement fait d'autres annonces de nouvelles politiques, la projection budgétaire du BRF s'en trouvera modifiée. De plus, il existe des risques positifs et négatifs pouvant affecter les projections économiques et budgétaires du BRF (voir le chapitre 6).

Indicateurs de viabilité financière de l'Ontario

Afin d'évaluer la viabilité budgétaire de l'Ontario, le BRF examine les prévisions de tendance pour le ratio dette nette-PIB et pour l'intérêt sur la dette en proportion des revenus¹¹. Une détérioration significative et prolongée de ces indicateurs dans le temps pourrait susciter des inquiétudes quant à la capacité du gouvernement à faire face à ses engagements budgétaires.

La dette nette en pourcentage du PIB fournit une indication sur la capacité du gouvernement à recueillir des fonds pour assurer ses obligations face à la dette. Le BRF prévoit que le ratio dette nette-PIB de la province se maintiendra autour de 38,0 %, avant de baisser pour atteindre 36,6 % en 2028-2029 en raison de la croissance plus rapide du PIB par rapport à l'augmentation de la dette nette. Au cours de la période de projection, le ratio dette nette-PIB de la province devrait se maintenir sous le niveau de l'objectif de 40 % fixé par le gouvernement dans le budget de l'Ontario 2024, mais au-dessus de la moyenne historique de 33,2 % enregistrée sur 30 ans.

Figure 3.2
Le ratio dette nette-PIB de l'Ontario devrait s'améliorer



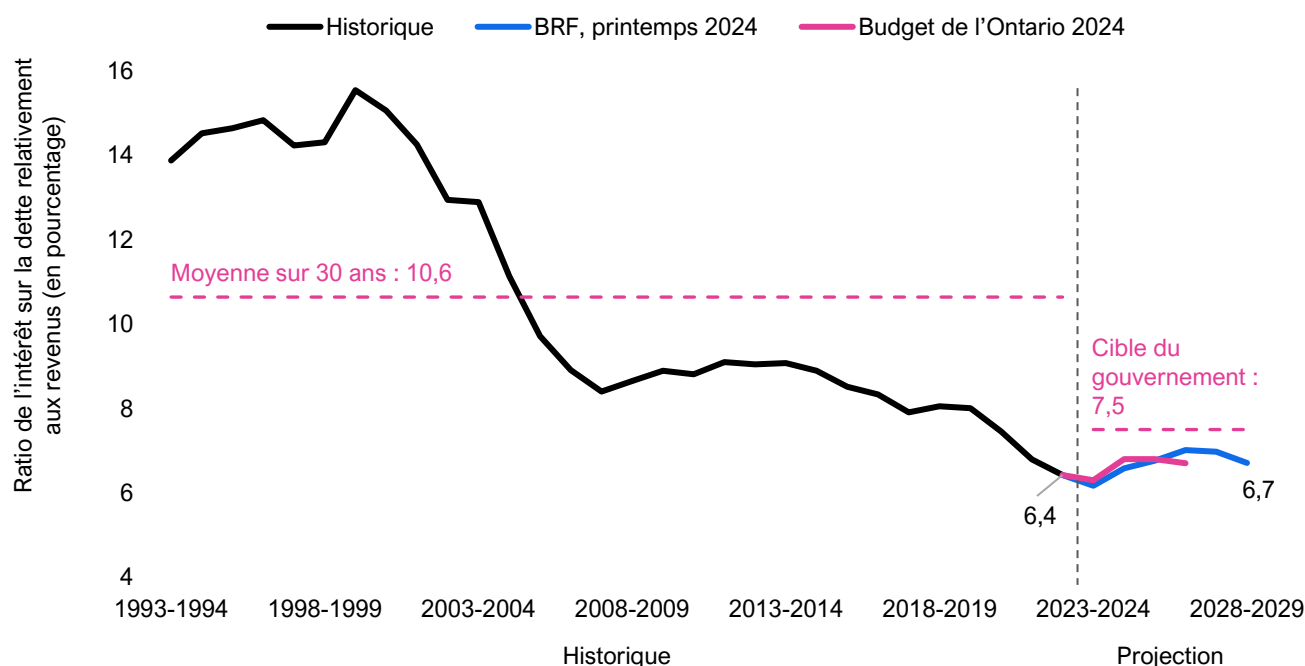
Sources : Comptes économiques de l'Ontario, Comptes publics de l'Ontario, budget de l'Ontario 2024 et BRF.

¹¹ Pour de plus amples renseignements sur les indicateurs de viabilité financière, voir le chapitre 2 du rapport du BRF [Perspectives budgétaires à long terme : Évaluation de la viabilité financière de l'Ontario de 2021 à 2050](#).

Le ratio de l'intérêt sur la dette par rapport aux revenus est un indicateur de flexibilité budgétaire — un ratio élevé indique que le gouvernement a moins de revenus disponibles à dépenser pour les programmes. Les paiements d'intérêt de la dette de l'Ontario en proportion des revenus devraient augmenter pour passer de 6,4 % en 2022-2023 à 7,0 % en 2026-2027, avant de baisser légèrement pour atteindre 6,7 % en 2028-2029. L'Ontario devrait ensuite revenir à un excédent budgétaire en 2028-2029. Au cours de la période de projection, le ratio de l'intérêt sur la dette par rapport aux revenus de la province devrait rester inférieur à l'objectif de 7,5 % fixé par le gouvernement dans le budget de l'Ontario 2024 et en deçà de la moyenne historique de 10,6 % enregistrée sur 30 ans.

Figure 3.3

Le ratio de l'intérêt sur la dette par rapport aux revenus de l'Ontario devrait se détériorer légèrement



Source : Comptes publics de l'Ontario, budget de l'Ontario 2024 et BRF.

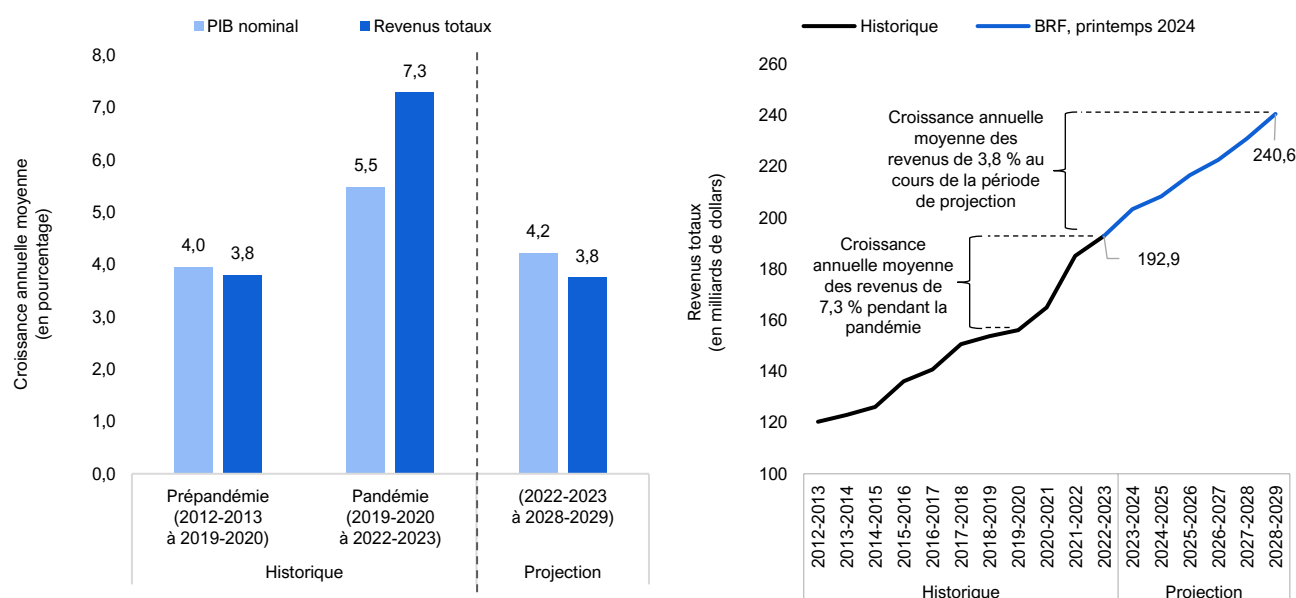
4. Perspectives de revenus

Aperçu

Le BRF prévoit une croissance des revenus de 3,8 % en moyenne par an au cours de la période de projection, avec une hausse des revenus allant de 192,9 milliards de dollars en 2022-2023 à 240,6 milliards de dollars en 2028-2029. La croissance des revenus devrait être inférieure à la croissance annuelle moyenne de 7,3 % enregistrée pendant la pandémie de COVID-19. Cette modération de la croissance des revenus reflète ce qu'anticipe le BRF, à savoir que les gains de revenus s'aligneront plus étroitement sur l'activité économique sous-jacente, à l'instar de ce qui s'est passé avant la pandémie.

Figure 4.1

La croissance des revenus de l'Ontario devrait ralentir, en phase avec l'activité économique



Source : Statistique Canada, Comptes publics de l'Ontario et BRF.

La croissance annuelle moyenne de 3,8 % des revenus totaux entre 2022-2023 et 2028-2029 se ventile comme suit :

- Croissance des recettes fiscales de 3,7 % par an, notamment une hausse de 6,3 % des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, sur la base des prévisions du BRF concernant les revenus du travail; croissance des recettes de la taxe de vente de 4,1 %, sous l'effet de l'augmentation prévue des dépenses de consommation; et baisse annuelle moyenne des recettes de l'impôt des sociétés de - 1,4 %, reflétant la diminution des bénéfices des entreprises en 2022 et 2023, ce qui devrait limiter la croissance des revenus imposables des sociétés.
- Croissance de 4,6 % par an des revenus issus des transferts du gouvernement fédéral, sur la base des accords existants avec le gouvernement fédéral, notamment une croissance de 5,9 % du Transfert canadien en matière de santé et de 3,1 % du Transfert canadien en matière de programmes sociaux.
- Revenus provenant des sociétés d'État de 5,4 % en moyenne par an et hausse des revenus ne provenant pas de l'impôt de 1,7 % par an.

Comparaison avec les prévisions du BRF pour les revenus de l'hiver 2024

Par rapport aux Perspectives économiques et budgétaires de l'hiver 2024, les projections de revenus du BRF ont augmenté d'un montant cumulé de 6,7 milliards de dollars sur la période allant de 2023-2024 à 2027-2028. Malgré une hausse cumulée de 6,7 milliards de dollars en 2026-2027 et en 2027-2028, les prévisions du BRF sont respectivement de 2,4 et de 2,9 milliards de dollars inférieures aux projections de l'hiver.

La différence cumulée dans les prévisions pour la période allant de 2023-2024 à 2027-2028 se répartit comme suit :

- 8,5 milliards de dollars de recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers supplémentaires et 10,1 milliards de dollars de recettes sur la taxe de vente en plus. Ces prévisions à la hausse reflètent de nouvelles données issues des recettes fiscales 2022.
- 5,8 milliards de dollars de baisse des recettes prévues pour l'impôt des sociétés sur la base de nouvelles données issues des recettes fiscales 2022, ainsi qu'une prévision de recettes inférieures reflétant une forte baisse des bénéfices des entreprises en 2022 et en 2023, ce qui devrait limiter les revenus imposables des sociétés.
- 0,4 milliard de dollars de baisse pour les transferts du gouvernement du Canada, reflétant largement les projections révisées pour le financement du programme pancanadien d'apprentissage et de garde d'enfants.
- 1,5 milliard de dollars de baisse des recettes prévues en provenance des sociétés d'État en raison de la diminution des revenus attendus de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), de l'Ontario Power Generation et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.
- 1,8 milliard de dollars de baisse des autres recettes non fiscales, résultant en grande partie de la réduction des frais de scolarité prévus en raison du plafonnement fédéral des permis pour les étudiants étrangers.

Tableau 4.1

Comparaison avec les prévisions du BRF relatives aux revenus de l'hiver 2024 (en milliards de dollars)

Différence (en milliards de dollars)	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	Total
Impôt sur le revenu des particuliers	2,3	2,0	1,4	1,2	1,6	8,5
Taxe de vente	3,8	1,5	1,5	1,6	1,7	10,1
Impôt des sociétés	- 1,3	0,5	- 0,8	- 2,0	- 2,2	- 5,8
Tous les autres impôts et taxes	0,0	- 0,6	- 0,3	- 0,7	- 0,7	- 2,3
Revenus fiscaux totaux	4,8	3,3	1,8	0,1	0,4	10,5
Transferts du gouvernement du Canada	0,0	0,4	0,6	- 0,3	- 1,2	- 0,4
Revenus provenant des sociétés d'État	0,5	0,3	- 0,4	- 1,0	- 1,0	- 1,5
Autres revenus non fiscaux	1,1	0,2	- 0,8	- 1,3	- 1,1	- 1,8
Revenus totaux	6,5	4,2	1,3	- 2,4	- 2,9	6,7

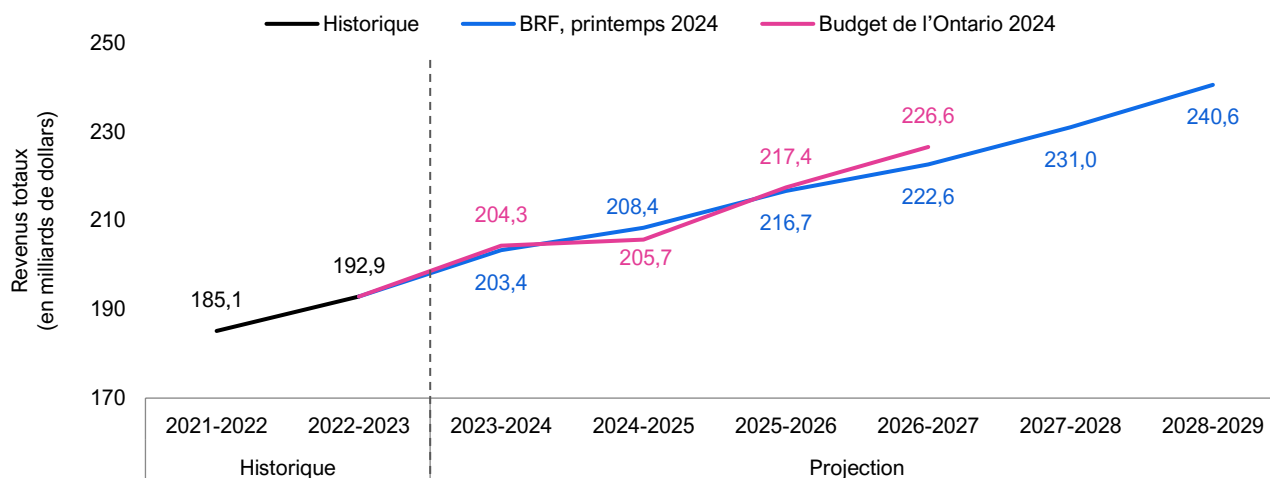
Remarque : Les valeurs sont calculées en soustrayant les projections de l'hiver 2024 à celles du printemps 2024.
Source : BRF.

Comparaison avec les projections de revenus du gouvernement

Le BRF prévoit une baisse de 1,0 milliard de dollars des revenus en 2023-2024 par rapport aux projections de revenus du gouvernement présentées dans le budget de l'Ontario 2024. En 2026-2027, la dernière année présentée dans le budget 2024, le BRF prévoit une baisse des revenus de 3,9 milliards de dollars. Les différences résultent du fait que le BRF prévoit des recettes fiscales inférieures, partiellement compensées par une prévision de recettes non fiscales supérieures.

Figure 4.2

Comparaison avec les projections de revenus du budget de l'Ontario 2024 (en milliards de dollars)



Source : Comptes publics de l'Ontario, budget de l'Ontario 2024 et BRF.

Les prévisions de revenus fiscaux du BRF inférieures à celles du gouvernement sont la conséquence de différences dans les perspectives économiques du BRF, ainsi que du fait que le BRF s'attend à ce qu'un fort déclin des profits des entreprises en 2022-2023 limite les revenus imposables des sociétés au cours de la période visée par les perspectives. Les prévisions du BRF concernant des recettes non fiscales plus élevées résultent de la supposition de la part du BRF que le plafonnement fédéral des permis pour les étudiants étrangers aura un impact progressif sur les prévisions relatives aux frais de scolarité.

Tableau 4.2

Comparaison avec les projections de revenus du budget de l'Ontario 2024 (en milliards de dollars)

Différence (en milliards de dollars)	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	Total
Impôt sur le revenu des particuliers	1,3	1,7	0,6	- 0,4	3,3
Taxe de vente	0,0	0,0	- 0,1	- 0,3	- 0,4
Impôt des sociétés	- 2,2	- 0,6	- 2,2	- 4,2	- 9,3
Tous les autres impôts et taxes	0,2	0,3	0,4	0,5	1,3
Revenus fiscaux totaux	- 0,7	1,4	- 1,3	- 4,4	- 5,1
Transferts du gouvernement du Canada	- 0,2	0,0	0,1	0,1	0,0
Revenus provenant des sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus non fiscaux	0,0	1,3	0,5	0,4	2,2
Revenus totaux	- 1,0	2,7	- 0,8	- 3,9	- 3,0

Remarque : Les valeurs sont calculées en soustrayant les projections du budget de l'Ontario 2024 à celles du BRF pour le printemps 2024.
Source : BRF.

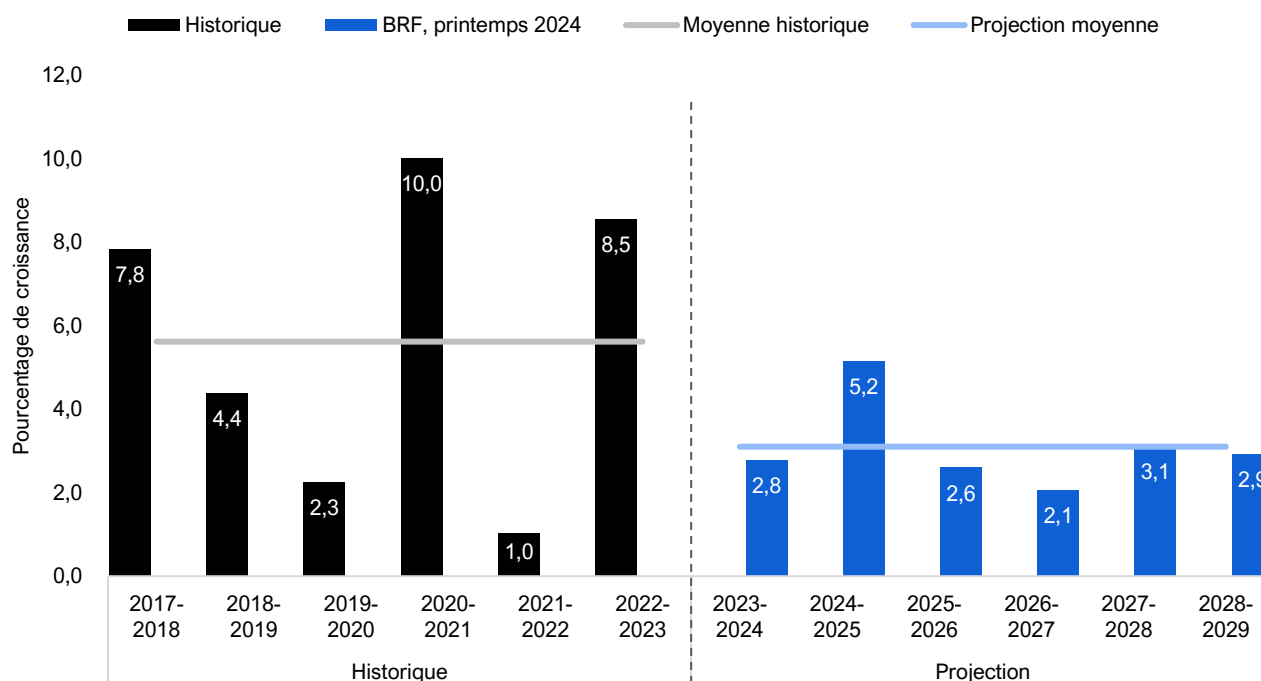
5. Perspectives de dépenses

Aperçu

Le BRF prévoit une hausse des dépenses de 198,7 milliards de dollars en 2022-2023, pour atteindre 238,7 milliards de dollars en 2028-2029, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 3,1 %¹². Le taux de croissance annuel moyen projeté par le BRF pour les dépenses provinciales est inférieur au taux de croissance annuel moyen de 5,6 % enregistré entre 2016-2017 et 2022-2023, une période qui correspond à l'introduction de nouveaux programmes gouvernementaux significatifs, l'élargissement de programmes existants, des dépenses supplémentaires en réponse à la pandémie de COVID-19 et des dépenses ponctuelles en 2022-2023¹³. Pour l'avenir, selon l'analyse par le BRF des politiques gouvernementales actuelles et des annonces de nouvelles politiques, la croissance des dépenses devrait se modérer.

Figure 5.1

Taux de croissance annuelle des dépenses provinciales, réel et projection du BRF, de 2017-2018 à 2028-2029 (en pourcentage)



Source : Analyse par le BRF du budget de l'Ontario 2024 et des renseignements fournis par le ministère des Finances.

¹² Pour donner du contexte, la population de l'Ontario et l'inflation devraient augmenter d'un taux combiné de 3,8 % par an entre 2022-2023 et 2028-2029.

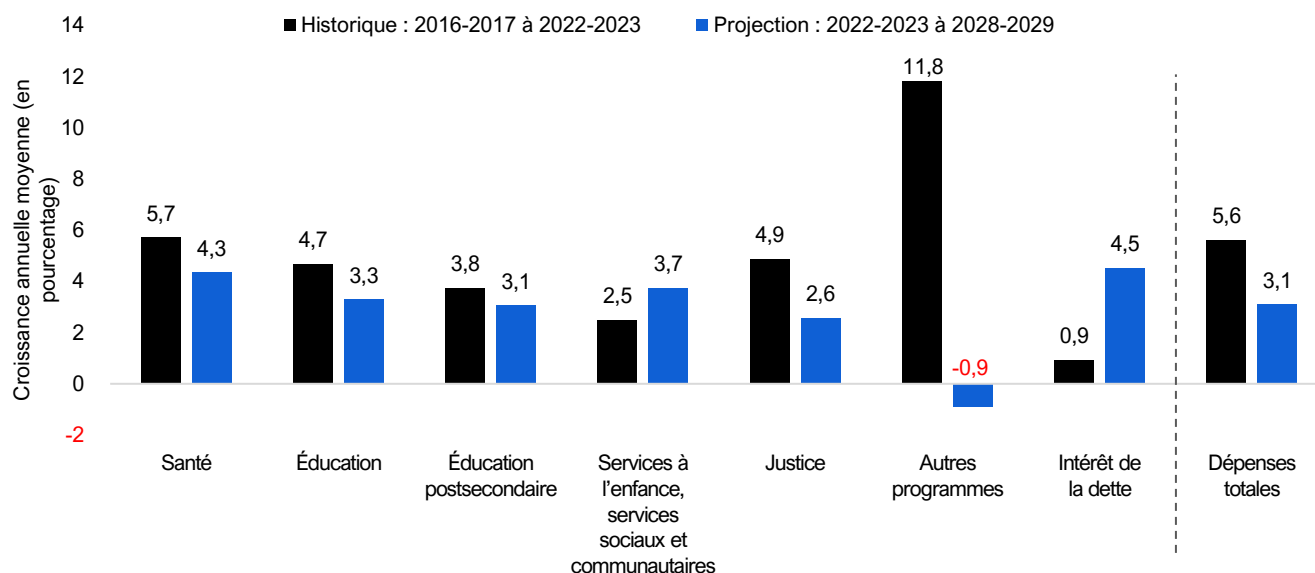
¹³ Des exemples de nouveaux programmes au cours de cette période incluent le Plan pour des frais d'électricité équitables (2017-2018, actuellement appelé Remise de l'Ontario pour l'électricité), le Transfert des coûts de l'énergie renouvelable (2020-2021, actuellement appelé le Plan exhaustif relatif à l'électricité) et le lancement du programme de services de garde d'enfants à 10 \$ par jour en 2022-2023. Des exemples de programmes élargis incluent l'expansion du programme de création de lits d'hôpital et l'augmentation du nombre d'heures de soins directs proposés aux résidents des établissements de soins de longue durée. En 2022-2023, les dépenses temporaires liées à la pandémie de COVID-19 se sont élevées à approximativement 6,3 milliards de dollars. De plus, toujours en 2022-2023, 6,3 milliards de dollars de paiements ponctuels ont été accordés pour des revendications territoriales de la part des communautés autochtones. Enfin, le gouvernement a inclus un passif éventuel de 2,5 milliards de dollars en 2022-2023 pour l'impact potentiel des paiements rétroactifs liés au projet de loi 124, *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*.

Un examen par secteur révèle que la catégorie « autres programmes » devrait subir la baisse la plus significative de la croissance des dépenses, dont on prévoit que la croissance annuelle moyenne de 11,8 % (de 2016-2017 à 2022-2023) passera à - 0,9 % (2022-2023 à 2028-2029). Cette catégorie est suivie du secteur de la justice, dont on prévoit que le taux de croissance annuel moyen de 4,9 % (2016-2017 à 2022-2023) passera à 2,6 % (de 2022-2023 à 2028-2029), puis vient le secteur de la santé (taux de 5,7 % qui passera à un taux prévu de 4,3 %) et enfin le secteur de l'éducation (taux de 4,7 % qui passera à un taux prévu de 3,3 %).

À l'inverse, deux secteurs devraient enregistrer des croissances supérieures de 2022-2023 à 2028-2029, par rapport à la période précédente de six ans. Les dépenses d'intérêt de la dette devraient augmenter en moyenne de 4,5 % par an de 2022-2023 à 2028-2029 par rapport à la moyenne de 0,9 % de la période 2016-2017 à 2022-2023. Et les dépenses pour les services à l'enfance et les services sociaux et communautaires devraient augmenter en moyenne de 3,7 % par an au cours de la période de prévisions comparativement à 2,5 % par an entre 2016-2017 et 2022-2023.

Figure 5.2

Projections du BRF pour les dépenses par secteur comparativement à la croissance annuelle moyenne (en pourcentage)



Source : Analyse par le BRF du budget de l'Ontario 2024 et des renseignements fournis par le ministère des Finances.

Comparaison avec les prévisions de dépenses des Perspectives économiques et budgétaires de l'hiver 2024

Comparativement aux Perspectives économiques et budgétaires de l'hiver 2024, les prévisions du BRF concernant les dépenses ont été revues à la hausse, de 2,1 milliards de dollars en moyenne par an, pour arriver à un total cumulé de 10,6 milliards de dollars de 2023-2024 à 2027-2028, dont :

- 9,7 milliards de dollars sont dus à de nouvelles mesures de politique gouvernementale, notamment :
 - augmentation prévue de 4,8 milliards de dollars des dépenses de santé, en raison de la hausse des honoraires médicaux, des investissements dans la santé numérique, des investissements dans la main-d'œuvre du secteur de la santé, des hausses de subventions pour la construction dans le secteur des soins de longue durée et des dépenses d'immobilisations supplémentaires dans la santé;

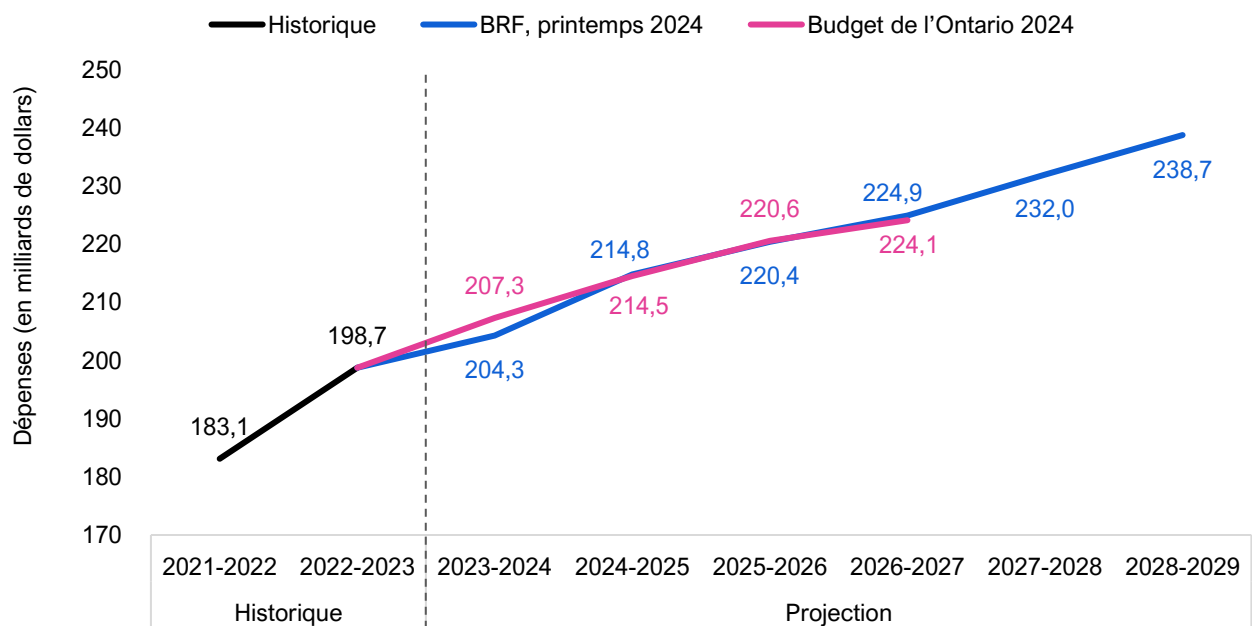
- augmentation prévue de 3,2 milliards de dollars dans la catégorie « autres programmes », qui inclut 0,9 milliard de dollars destiné au Fonds pour l'accélération de la construction¹⁴, 1,0 milliard de dollars attribué au Programme pour l'infrastructure municipale et le logement et 0,8 milliard de dollars consacré au Fonds pour les réseaux d'eau visant la construction de logements;
- augmentation prévue de 0,9 milliard de dollars pour les dépenses dans l'éducation postsecondaire, largement consacrées au Fonds pour la viabilité financière du secteur postsecondaire.
- 0,9 milliard de dollars est dû à l'actualisation des estimations de coûts pour les programmes existants et les engagements annoncés. Ceci inclut les mises à jour des récentes conventions collectives, les informations actualisées sur les dépenses pour 2023-2024¹⁵ et la prévision d'une baisse de la démographie en Ontario en raison des plans du gouvernement fédéral visant à réduire le nombre de résidents temporaires.

Comparaison avec le plan de dépenses du gouvernement

Pour la période 2023-2024 à 2026-2027, le plan de dépenses du gouvernement présenté dans le budget de l'Ontario 2024 est similaire aux projections du BRF, avec la différence la plus notable portant sur l'année 2023-2024 pour laquelle la prévision de dépenses du gouvernement est de 3,0 milliards de dollars supérieure à celle du BRF.

Figure 5.3

Comparaison des perspectives de dépenses du BRF et du gouvernement, en milliards de dollars



Source : Analyse par le BRF du budget de l'Ontario 2024 et des renseignements fournis par le ministère des Finances.

Pour 2023-2024, le BRF prévoit que tous les secteurs dépensent moins que ce que la province a estimé dans son budget 2024, à commencer par le secteur de la santé (- 1,6 milliard de dollars), puis les « autres programmes » (- 0,8 milliard de dollars) et enfin l'intérêt de la dette (- 0,3 milliard de dollars).

¹⁴ Le Fonds pour l'accélération de la construction devrait atteindre 1,2 milliard de dollars sur trois ans. Sur cette somme, 0,3 milliard de dollars a été inclus par le BRF dans ses projections de dépenses présentées dans les Perspectives économiques et budgétaires de l'hiver 2024, lesquelles s'inscrivent dans le cadre du Nouvel accord entre l'Ontario et Toronto.

¹⁵ Voir le [Suivi des dépenses 2023-2024 : T3](#) du BRF.

Sur la période de trois ans comprise entre 2024-2025 et 2026-2027, la projection du BRF relative aux dépenses totales est similaire au plan de dépenses du gouvernement présenté dans le budget de l'Ontario 2024. Cependant, il existe des différences secteur par secteur. Le BRF estime que le plan de dépenses du gouvernement pour l'ensemble des secteurs, à l'exception des « autres programmes », présente une insuffisance de financement combinée de 13,1 milliards de dollars sur trois ans. À l'inverse, 12,1 milliards de dollars de fonds excédentaires restent dans les « autres programmes ». Cette situation est due en grande partie au fonds de prévoyance du gouvernement, qui pourrait être utilisé pour compenser les insuffisances des autres secteurs. Une autre solution serait pour le gouvernement d'utiliser les fonds excédentaires pour lancer de nouveaux programmes, améliorer les programmes existants ou faire face à de nouvelles pressions sur les dépenses (voir le chapitre suivant pour de plus amples détails). Le BRF n'inclut pas le fonds de prévoyance dans ses prévisions de dépenses étant donné que l'usage qui sera fait de ce fonds n'a pas encore été annoncé.

Tableau 5.1

Comparaison avec les projections de dépenses du budget de l'Ontario 2024 (en milliards de dollars)

Différence (en milliards de dollars)	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	Total
Santé	1,6	- 1,0	- 1,7	- 3,4	- 4,5
Éducation	0,1	- 0,4	- 0,4	- 0,7	- 1,4
Éducation postsecondaire	0,1	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 2,0
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	0,1	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 2,2
Justice	0,2	- 0,2	- 0,4	- 0,5	- 0,8
Autres programmes*	0,8	2,2	3,9	6,1	12,9
Intérêt de la dette	0,3	0,2	0,1	- 0,4	0,2
Total de la différence des dépenses	3,0	- 0,3	0,2	- 0,8	2,1

Remarque : Les valeurs sont calculées en soustrayant les projections du budget de l'Ontario 2024 à celles du BRF pour le printemps 2024. Les valeurs négatives indiquent que le plan de dépenses de la province est inférieur à la projection du BRF (c'est-à-dire, une « insuffisance »), et les valeurs positives indiquent que le plan de dépenses de la province est supérieur à la projection du BRF (c'est-à-dire, un « excès de fonds »). Les dépenses du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO) sont incluses dans les chiffres du secteur de l'éducation.

* Le fonds de prévoyance est inclus dans le plan de dépenses des « autres programmes » du gouvernement, mais est exclu de la projection du BRF étant donné que l'usage qui sera fait de ce fonds n'a pas encore été annoncé.

Source : Analyse par le BRF du budget de l'Ontario 2024 et des renseignements fournis par le ministère des Finances.

6. Risques touchant les perspectives économiques et financières

Risques

Il existe plusieurs facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les perspectives économiques et budgétaires du BRF au cours de la période de projection. Ces facteurs présentent des risques à la baisse et à la hausse pour les perspectives du BRF.

Incertitude économique mondiale

Plusieurs conflits géopolitiques en cours et les perturbations périodiques du transport maritime constituent des risques négatifs pour la reprise du commerce mondial et l'investissement international. Des élections clés dans plus de 50 pays en 2024¹⁶ ajoutent également de l'incertitude aux futures relations internationales et aux politiques commerciales. Une reprise plus lente du commerce international et une plus faible activité économique chez les partenaires commerciaux de l'Ontario pourraient peser sur la croissance économique de l'Ontario et réduire les revenus de la province.

Inflation élevée persistante

La hausse des prix de l'énergie et des produits de base au cours des derniers mois a ravivé les craintes que l'augmentation des coûts de production et d'importation ne fasse remonter l'inflation. Si l'inflation s'avérait plus durable que prévu, la Banque du Canada pourrait maintenir son taux d'intérêt directeur à un niveau élevé plus longtemps qu'anticipé, ajoutant une pression financière supplémentaire sur les ménages et les entreprises. Une croissance économique plus lente que prévu aurait une incidence négative sur les revenus de la province, tandis qu'une inflation élevée exercerait une pression à la hausse sur les dépenses de programmes.

Croissance démographique plus lente

Début 2024, le gouvernement du Canada a annoncé des plans pour plafonner le nombre de permis accordés aux étudiants étrangers pour les deux prochaines années¹⁷ et pour réduire la proportion de résidents temporaires par rapport à la population totale au cours des trois prochaines années¹⁸. En se basant sur ces annonces, les perspectives économiques du BRF intègrent un niveau plus faible de croissance démographique pour les prochaines années. Cependant l'impact pour l'économie de l'Ontario dépend des objectifs finaux du gouvernement fédéral et de sa façon de mettre en œuvre ces plans. Une baisse plus forte que prévu du nombre de résidents temporaires pourrait peser plus fortement sur l'activité économique. Une plus faible croissance économique impacterait négativement les revenus de la province, alors qu'une inflation et une croissance démographique plus faibles pourraient alléger la pression sur les dépenses de programmes.

¹⁶ SIS Global Election Tracker, American University, 2024

¹⁷ Le ministre Miller fait une déclaration sur la répartition des étudiants étrangers entre les provinces et les territoires, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, avril 2024.

¹⁸ Annonce au sujet des résidents temporaires, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, mars 2024.

Coût des nouvelles mesures de dépenses

Les Perspectives de dépenses du BRF n'incluent pas l'estimation du coût de certaines mesures annoncées récemment puisque les détails de leur financement et de leur mise en œuvre ne sont pas encore connus. Ces mesures incluent le Fonds ontarien pour la construction¹⁹; le transfert à la province de l'autoroute Gardiner, de l'autoroute Don Valley et de la route Ottawa Road 174; l'aide provinciale apportée à Honda pour la construction de nouvelles usines de production de véhicules électriques et de batteries²⁰; ainsi que la rénovation de l'Édifice de l'Assemblée législative de l'Ontario. Le BRF actualisera ses perspectives de dépenses pour prendre en compte ces mesures lorsque les détails en seront finalisés.

Impact des politiques du gouvernement fédéral

Les perspectives du BRF incluent des hypothèses relatives aux politiques du gouvernement fédéral qui pourraient avoir une incidence sur le budget de la province. Le BRF a inclus une estimation de l'incidence sur les recettes provinciales de l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital de la moitié aux deux tiers pour les sociétés et pour les particuliers et les fiducies sur les gains de plus de 250 000 dollars qui a été annoncée dans le budget fédéral de 2024²¹.

Le BRF suppose que les bourses d'études canadiennes récemment étendues, qui réduisent les dépenses provinciales dans les Régimes d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (OSAP), perdureront pendant un an comme prévu actuellement. De plus, le BRF a intégré le plafonnement annoncé récemment du nombre de permis accordés aux étudiants étrangers pour 2024 et 2025, qui affecte les recettes et les dépenses du secteur de l'éducation postsecondaire.

La projection du BRF suppose également que les accords soutenant les services de garde d'enfants à 10 \$ par jour et les programmes de logement abordable seront prolongés après leur expiration en 2025-2026 et 2027-2028, respectivement. Enfin, le budget fédéral 2024 a annoncé un financement pour une nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées. Les paiements de cette prestation à destination des Ontariennes et des Ontariens pourraient réduire les dépenses de la province dans le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, si la province ne traite pas ces paiements comme des revenus exemptés ne provenant pas du travail.

¹⁹ Appelé précédemment la Banque de l'infrastructure de l'Ontario.

²⁰ La province a annoncé qu'elle fournirait jusqu'à 2,5 milliards de dollars d'aide par l'entremise de mesures incitatives directes et indirectes. Voir [Honda mettra en place la première chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques complète du Canada, créant ainsi des milliers d'emplois en Ontario](#).

²¹ L'estimation préliminaire du BRF sur l'impact du changement du taux d'inclusion des gains en capital est de 3,1 milliards de dollars de revenus supplémentaires pour la période de projection de 2024-2025 à 2028-2029. Cette estimation sera révisée lorsque des renseignements complémentaires seront disponibles.

Sensibilité du solde budgétaire et de la dette nette

Pour illustrer l'incidence de possibles changements de politiques sur la position budgétaire de l'Ontario, le BRF a estimé la sensibilité d'indicateurs clés du budget aux variations dans trois secteurs principaux : politique fiscale, transferts fédéraux et dépenses. Pour chaque composant de la politique, le tableau 6.1 fournit une estimation de la variation du solde budgétaire en 2024-2025 et 2028-2029, de la variation totale de la dette nette d'ici 2028-2029 et de la variation du ratio dette nette-PIB en 2028-2029.

Tableau 6.1

Sensibilité du solde budgétaire et de la dette nette de l'Ontario à certains facteurs

	Variation du solde budgétaire en :		Variation de la dette nette en	Variation du ratio dette nette-PIB en
	2024-2025	2028-2029	2028-2029	2028-2029
Fiscalité				
Hausse/baisse de 500 \$ des impôts sur le revenu annuels pour le contribuable moyen	+/- 5,1 milliards de dollars	+/- 7,0 milliards de dollars	+/- 29,8 milliards de dollars	+/- 2,2 pdp
Hausse/baisse d'un point de pourcentage de l'impôt provincial des sociétés de 11,5 %	+/- 1,9 milliard de dollars	+/- 2,3 milliards de dollars	+/- 10,4 milliards de dollars	+/- 0,8 pdp
Hausse/baisse d'un point de pourcentage de la TVH provinciale de 8 %	+/- 5,1 milliards de dollars	+/- 6,9 milliards de dollars	+/- 29,9 milliards de dollars	+/- 2,2 pdp
Transferts fédéraux				
Hausse/baisse durable d'un point de pourcentage du taux de croissance du Transfert canadien en matière de santé	+/- 0,2 milliard de dollars	+/- 1,4 milliard de dollars	+/- 3,7 milliards de dollars	+/- 0,3 pdp
Hausse/baisse durable d'un point de pourcentage du taux de croissance du Transfert canadien en matière de programmes sociaux	+/- 0,1 milliard de dollars	+/- 0,4 milliard de dollars	+/- 1,2 milliard de dollars	+/- 0,1 pdp
Dépenses				
Hausse/baisse durable d'un point de pourcentage du taux de croissance des dépenses de santé	-/+ 0,9 milliard de dollars	-/+ 5,6 milliards de dollars	-/+ 15,4 milliards de dollars	-/+ 1,2 pdp
Hausse/baisse durable d'un point de pourcentage du taux de croissance des dépenses d'éducation	-/+ 0,4 milliard de dollars	-/+ 2,5 milliards de dollars	-/+ 6,9 milliards de dollars	-/+ 0,5 pdp
Hausse/baisse durable d'un point de pourcentage des salaires et traitements dans le secteur public de l'Ontario	-/+ 0,6 milliard de dollars	-/+ 3,6 milliards de dollars	-/+ 10,0 milliards de dollars	-/+ 0,7 pdp
Hausse/baisse d'un point de pourcentage du coût des emprunts provinciaux	-/+ 0,6 milliard de dollars	-/+ 2,3 milliards de dollars	-/+ 7,4 milliards de dollars	-/+ 0,6 pdp

Remarque : Ces estimations comprennent les répercussions associées à l'intérêt de la dette, mais n'intègrent aucun effet de rétroaction économique.

Source : BRF

7. Annexe

Tableau A.1

Perspectives du BRF pour les principales sources de revenus

(Pourcentage de croissance)	2022r	2023r	2024p	2025p	Moyenne* de 2026p à 2028p
PIB nominal					
BRF	9,2	4,3	4,3	4,2	4,2
Budget de l'Ontario 2024**	9,2	4,1	2,7	3,9	4,2
Revenu du travail					
BRF	8,8	6,5	4,5	4,2	4,2
Budget de l'Ontario 2024**	8,9	6,7	4,3	4,4	4,1
Profits des sociétés					
BRF	- 5,9	- 13,7	5,0	4,5	4,3
Budget de l'Ontario 2024**	- 5,9	- 12,6	- 4,7	3,5	7,0
Consommation des ménages					
BRF	13,2	5,4	3,5	4,1	4,2
Budget de l'Ontario 2024**	13,2	6,0	3,5	4,1	4,3

r = Réel p = Prévisions

* La moyenne du budget de l'Ontario 2024 correspond à la période 2026 à 2027.

** Le budget de l'Ontario 2024 est basé sur les données disponibles au 25 janvier 2024.

Sources : Comptes économiques de l'Ontario, budget de l'Ontario 2024 et BRF.

Tableau A.2

Perspectives du BRF pour le PIB réel et certains indicateurs économiques choisis

	2022r	2023r	2024p	2025p	Moyenne* de 2025p à 2028p
PIB réel (pourcentage de croissance)					
BRF	3,9	1,2	1,1	2,0	2,1
Budget de l'Ontario 2024	3,9	1,2	0,3	1,9	2,2
Emploi (pourcentage de croissance)					
BRF	4,6	2,4	1,0	1,4	1,3
Budget de l'Ontario 2024	4,6	2,4	0,8	1,7	1,4
Taux de chômage (en pourcentage)					
BRF	5,6	5,7	6,9	6,6	6,2
Budget de l'Ontario 2024	5,6	5,7	6,7	6,6	6,3
Inflation de l'IPC (en pourcentage)					
BRF	6,8	3,8	2,6	2,1	2,0
Budget de l'Ontario 2024	6,8	3,8	2,6	2,0	2,0
Taux d'intérêt des bons du Trésor à 3 mois (en pourcentage)					
BRF	2,3	4,8	4,5	2,9	2,6
Budget de l'Ontario 2024	2,3	4,8	4,4	3,0	2,6
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans (en pourcentage)					
BRF	2,8	3,3	3,3	3,2	3,3
Budget de l'Ontario 2024	2,8	3,3	3,2	3,1	3,4

r = Réel p = Prévisions

* La moyenne du budget de l'Ontario 2024 correspond à la période 2026 à 2027.

Sources : Statistique Canada, Comptes économiques de l'Ontario, budget de l'Ontario 2024 et BRF.

Tableau A.3
Perspectives budgétaires du BRF

(en milliards de dollars)	2021- 2022r	2022- 2023r	2023- 2024p	2024- 2025p	2025- 2026p	2026- 2027p	2027- 2028p	2028- 2029p
Revenus								
Impôt sur le revenu des particuliers	46,8	44,2	51,9	53,7	55,6	58,0	60,8	63,6
Croissance annuelle (en pourcentage)	15,9	- 5,4	17,4	3,4	3,6	4,2	4,9	4,7
Taxe de vente	30,4	36,1	39,8	38,8	40,5	42,3	44,1	45,8
Croissance annuelle (en pourcentage)	14,2	18,9	10,2	- 2,3	4,4	4,4	4,1	4,0
Impôt des sociétés	25,2	27,8	22,0	24,3	24,1	23,8	24,6	25,6
Croissance annuelle (en pourcentage)	41,9	10,2	- 21,0	10,6	- 0,9	- 1,1	3,3	4,2
Tous les autres impôts et taxes	29,3	28,4	28,1	29,3	31,9	32,8	33,9	35,1
Croissance annuelle (en pourcentage)	12,0	- 3,1	- 1,2	4,3	8,9	2,8	3,4	3,4
Revenus fiscaux totaux	131,7	136,5	141,7	146,1	152,1	156,9	163,4	170,2
Croissance annuelle (en pourcentage)	18,8	3,7	3,8	3,1	4,1	3,1	4,1	4,2
Transferts du gouvernement du Canada	30,6	31,3	34,5	36,3	37,6	38,7	39,4	41,0
Croissance annuelle (en pourcentage)	- 9,8	2,1	10,4	5,1	3,6	3,1	1,6	4,1
Revenus provenant des sociétés d'État	6,4	6,1	7,3	6,8	8,0	7,8	8,1	8,4
Croissance annuelle (en pourcentage)	28,6	- 4,8	18,6	- 6,7	18,1	- 3,2	4,1	4,1
Autres revenus non fiscaux	16,4	19,0	19,8	19,2	18,9	19,3	20,2	21,0
Croissance annuelle (en pourcentage)	8,8	15,6	4,6	- 3,1	- 1,4	1,6	5,0	4,0
Revenus totaux	185,1	192,9	203,4	208,4	216,7	222,6	231,0	240,6
Croissance annuelle (en pourcentage)	12,2	4,2	5,4	2,5	4,0	2,8	3,8	4,1
Dépenses								
Secteur de la santé	75,8	78,5	82,9	86,0	89,7	93,3	97,5	101,2
Croissance annuelle (en pourcentage)	9,0	3,6	5,6	3,7	4,4	4,0	4,4	3,9
Secteur de l'éducation*	31,6	36,2	38,2	39,7	41,0	41,9	42,9	44,0
Croissance annuelle (en pourcentage)	- 4,0	14,7	5,5	3,9	3,3	2,4	2,3	2,5
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	17,0	18,0	19,4	20,3	20,7	21,3	21,9	22,5
Croissance annuelle (en pourcentage)	- 2,1	6,0	7,3	4,9	2,1	2,9	2,4	2,9
Secteur de l'éducation postsecondaire	10,6	11,8	12,5	12,9	13,1	13,7	13,7	14,1
Croissance annuelle (en pourcentage)	8,0	10,8	6,3	3,4	1,6	4,0	0,1	3,1
Secteur de la justice	4,9	5,4	5,9	6,1	5,9	6,1	6,1	6,3
Croissance annuelle (en pourcentage)	4,1	9,1	9,0	3,0	- 2,1	2,0	1,4	2,4
Autres programmes*	30,6	36,5	32,9	36,2	35,3	33,0	33,8	34,5
Croissance annuelle (en pourcentage)	- 11,6	19,1	- 9,8	9,9	- 2,5	- 6,4	2,5	2,1
Dépenses de programmes totales	170,5	186,4	191,7	201,1	205,8	209,3	215,8	222,6
Croissance annuelle (en pourcentage)	0,9	9,3	2,9	4,9	2,3	1,7	3,1	3,1
Intérêt de la dette	12,6	12,4	12,5	13,7	14,6	15,6	16,1	16,2
Croissance annuelle (en pourcentage)	2,3	- 1,5	1,3	9,3	6,8	6,6	3,2	0,2
Dépenses totales	183,1	198,7	204,3	214,8	220,4	224,9	232,0	238,7
Croissance annuelle (en pourcentage)	1,0	8,5	2,8	5,2	2,6	2,1	3,1	2,9
Solde budgétaire	2,0	- 5,9	- 0,9	- 6,4	- 3,7	- 2,3	- 0,9	1,8
Déficit accumulé	238,2	246,8	247,7	254,1	257,9	260,1	261,1	259,2
Dette nette	382,8	400,5	412,8	433,6	453,4	470,9	484,2	491,9
Dette nette par rapport au PIB (en pourcentage)	39,9	38,2	37,7	38,0	38,1	38,0	37,5	36,6
Intérêt sur la dette par rapport aux revenus (en pourcentage)	6,8	6,4	6,2	6,6	6,8	7,0	7,0	6,7

r = Réel p = Prévisions

*Le régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est inclus dans le secteur de l'éducation.

Sources : Comptes publics de l'Ontario et BRF.

Tableau A.4
Changements apportés à la projection de revenus du BRF depuis les PEB de l'hiver 2024, en milliards de dollars

	Variation de la projection de revenus du BRF, en milliards de \$					Total
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	
PEB de l'hiver 2024	196,9	204,1	215,4	225,0	234,0	-
Nouvelles mesures gouvernementales	0,0	- 0,0	- 0,6	- 0,0	- 0,0	- 0,7
Actualisations des prévisions	6,5	4,2	1,9	- 2,3	- 2,9	7,4
Changements totaux	6,5	4,2	1,3	- 2,4	- 2,9	6,7
PEB du printemps 2024	203,4	208,4	216,7	222,6	231,0	-

Remarque : Les valeurs positives indiquent que le BRF a révisé des projections de revenus à la hausse, tandis que les valeurs négatives signalent des révisions à la baisse. Les actualisations des prévisions tiennent compte de la mise à jour des projections économiques et d'autres facteurs.

Source : BRF.

Tableau A.5
Changements apportés à la projection de dépenses du BRF depuis les PEB de l'hiver 2024, en milliards de dollars

	Changements apportés à la projection des dépenses de programmes du BRF, en milliards de dollars					Total
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	
PEB de l'hiver 2024	201,6	210,4	217,8	224,3	231,7	-
Nouvelles mesures gouvernementales	0,8	2,9	3,0	2,2	0,8	9,7
Actualisations des prévisions	1,8	1,6	- 0,4	- 1,5	- 0,5	0,9
Changements totaux	2,7	4,4	2,6	0,6	0,3	10,6
PEB du printemps 2024	204,3	214,8	220,4	224,9	232,0	-

Remarque : Les valeurs positives indiquent que le BRF a révisé des projections de dépenses à la hausse, tandis que les valeurs négatives signalent des révisions à la baisse. Les actualisations des prévisions tiennent compte de la mise à jour des projections économiques et d'autres facteurs.

Source : BRF.

Tableau A.6
Différences entre les perspectives budgétaires du BRF et du gouvernement, en milliards de dollars

	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Solde budgétaire – Budget de l'Ontario 2024	- 3,0	- 9,8	- 4,6	0,5
Différence de projection du BRF (voir les remarques du tableau)				
Revenus	- 1,0	2,7	- 0,8	- 3,9
Dépenses	3,0	- 0,3	0,2	- 0,8
Réserve	0,0	1,0	1,5	2,0
Différence totale	2,1	3,4	0,9	- 2,8
Solde budgétaire – PEB du printemps 2024 du BRF	- 0,9	- 6,4	- 3,7	- 2,3

Remarque : Les valeurs positives représentent des améliorations de la projection relative au solde budgétaire par rapport à la projection du gouvernement, tandis que les valeurs négatives représentent des détériorations de la projection relative au solde budgétaire par rapport à la projection du gouvernement.

Source : Budget de l'Ontario 2024 et BRF.